

Université de Liège
Discours de rentrée académique 2018-2019

Le coût de la honte

Liège, avril 2015, un cinéma du centre-ville. Sur l'écran, une salle d'opération à Bukavu, dans la salle de cinéma, un corps, le mien, qui voudrait partir, s'évanouir, au moins vomir. Et qui ne peut pas. Qui voudrait un peu de répit. Et qui doit regarder jusqu'au bout Un homme qui répare les femmes.

Monsieur le Recteur,
Chères et chers collègues,
Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,

Certaines années, le Personnel scientifique de l'Université de Liège réclame de ses Autorités le droit de s'exprimer à l'occasion de la Rentrée académique. Une année n'est pas l'autre. Cette année, le Personnel scientifique aurait envie de se taire. La vie et l'action des 3 personnalités que notre université honore aujourd'hui imposent, non seulement le respect, mais aussi le temps de la réflexion que suscite l'émotion que je viens d'exprimer. En effet, au-delà du « réflexe » humanitaire ou tout simplement humaniste par lequel une pompeuse Charte des valeurs veut ajouter un peu de « sens » au travail de la science, une question se pose : peut-on sans honte regarder en face nos invités du jour ? Je vous avoue que je n'en suis pas sûr.

L'université, comme institution de recherche et d'enseignement, a-t-elle quelque chose à dire aujourd'hui des violences extrêmes qui cisailent nos sociétés et, dans celles-ci, de nombreuses personnes minorisées ? Violences sexuelles et de genre, violences sociales et économiques, violences aussi de toutes les formes d'indifférence. Un jeune homme homosexuel tabassé à mort, un travailleur qui se suicide, une femme violée, un homme qui sort dans la rue et vide son arme automatique sur la foule avant de la retourner contre lui. Est-ce que nous sommes prêts, comme chercheurs, à nous laisser hanter par ces vies ? Ou laisse-t-on « cela » à quelques spécialistes des chocs et des traumatismes pendant que les autres – chacun de nous – s'épuisent à produire l'image d'une université conforme, efficace et bien comme il faut ?

Les doctorats *honoris causa* remis cette après-midi au Docteur Mukwege, à Hassan Jarfi et à Christine Mahy nous confrontent à la violence qui frappe directement le corps de personnes minorisées par le sexe, la race ou la classe. La recherche universitaire se donne-t-elles les moyens de comprendre ces violences extrêmes ? On pensera peut-être qu'elle fait ce qu'elle peut. Il en irait ainsi d'une recherche modeste, qui ne doit s'intéresser qu'à ce qu'elle peut maîtriser aujourd'hui et laisser pour demain d'autres avancées tout aussi modestes. Cette conception de la recherche est très répandue : elle se contente de démontrer très peu de choses que, le plus souvent, personne jusqu'ici n'avait jamais ressenti le besoin de démontrer. Cette science a l'avantage de l'objectivité qu'on dit de nos jours « evidence-based ». Mais la modestie affichée révèle surtout la prétention de maîtrise qui anime les savoirs que nous élaborons. L'extrême-violence se laisse-t-elle réduire à ce qu'on pourrait totalement maîtriser ou contrôler, avec un peu de patience ? Que faire de ce qui nous saisit absolument, d'un coup, et qui ne nous permet pas de nous échapper ? Les femme et hommes que nous recevons et honorons en cette rentrée académique retournent vers nous, comme

dans un miroir, les points aveugles, et donc les conséquences politiques, de nos conceptions de la science les plus assurées.

Pourquoi est-il si difficile d'étudier l'extrême-violence ? Je vois au moins 3 raisons à cela, que je vais aborder rapidement pour conclure.

Premièrement, parce qu'il est difficile de supporter l'idée que ces violences sont une image fidèle de notre société et de nous-mêmes. L'autopsie est sévère, y compris pour la recherche universitaire qui est souvent payée aujourd'hui pour produire de la conformité et pour produire une adhésion de surface à la représentation d'un monde, sinon pacifié, du moins considéré de façon réaliste et pragmatique.

Deuxièmement, parce que l'étude de la violence suppose que les chercheurs qui l'étudient soient suffisamment confiants en eux-mêmes et dans la force sociale qu'ils et elles constituent. Si le corps scientifique ne veut pas parler de lui aujourd'hui, on doit bien constater que le monde de la recherche est sans cesse fragilisé par une concurrence débridée (là il faut de la collaboration), par la précarité des parcours individuels et par l'injonction à être socialement utile.

Enfin, troisièmement, et c'est peut-être le point le plus important, parce que la fréquentation longue et endurente de la violence suppose de *faire revenir le corps* dans nos laboratoires et dans nos bureaux. À une époque où la recherche devrait être numérisée et l'enseignement se faire à distance, l'extrême-violence ne rentre pas dans des protocoles ou dans des tableaux, elle ne peut pas être réduite à des statistiques. L'extrême-violence marque les corps comme les esprits. Elle est toujours située. Y a-t-il aujourd'hui de la place pour ces corps aussi résistants à nos manières de chercher qu'ils ont été meurtris dans leur vie ?

Je terminerai sur une formule de Christine Mahy : *le coût de la honte*. Christine Mahy l'utilisait récemment dans une émission de télévision afin de désigner les effets négatifs, aux niveaux individuel et collectif, d'un enseignement obligatoire dont les coûts importants pour les familles entraînent bien souvent un éloignement ou une rupture définitive avec l'école, la honte de ne pas pouvoir « suivre financièrement ». Cette remarque vaut certainement également, au-delà de l'enseignement obligatoire, pour de nombreux étudiants universitaires. Mais je reprends ici la formule pour qualifier une autre honte. Il y a un coût de la honte aussi pour nous, universitaires : celle du chercheur qui est souvent incapable de mettre sa passion de chercher au service de ce qui l'a – ou semble l'avoir – pourtant profondément ému et touché dans son corps.

Ayons donc, avec quelques mots de Sartre, le courage de regarder en face nos 3 invités du jour : par cette raison qu'ils nous feront honte et que la honte est déjà un sentiment révolutionnaire.

Pour le Personnel scientifique de l'Université de Liège,
Grégory Cormann